



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de région Rhône-Alpes



L'Effort de l'État face à la crise économique en Rhône-Alpes

L'ÉTAT RESTAURE NOTRE PATRIMOINE
Projet soutenu par le plan de relance
www.culture.gouv.fr

AMÉNAGEMENT A



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sommaire

L'économie de la région Rhône-Alpes page 3

- des secteurs dynamiques
- la sous-traitance industrielle

Les conséquences de la crise page 5

- pour l'emploi
- pour les ménages

L'effort de l'Etat face à la crise page 6

• **Atténuer les effets de la crise** page 7

- chômage partiel
- les contrats aidés
- alléger de coût du travail et former
- la prime de solidarité active

• **Relancer l'économie** page 11

- le plan de relance
- le soutien à la trésorerie des entreprises
- le soutien fiscal des entreprises
- la sauvegarde du tissu industriel

• **Préparer l'avenir** page 16

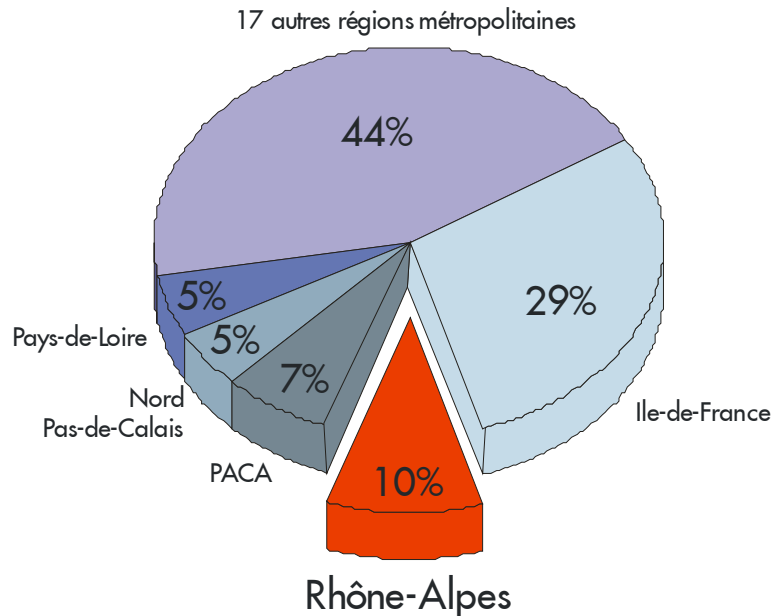
L'économie de la région Rhône-Alpes : une part déterminante de l'activité économique nationale

- 10% de la production annuelle de la France

- la 2^{ème} région de France par sa population et sa production

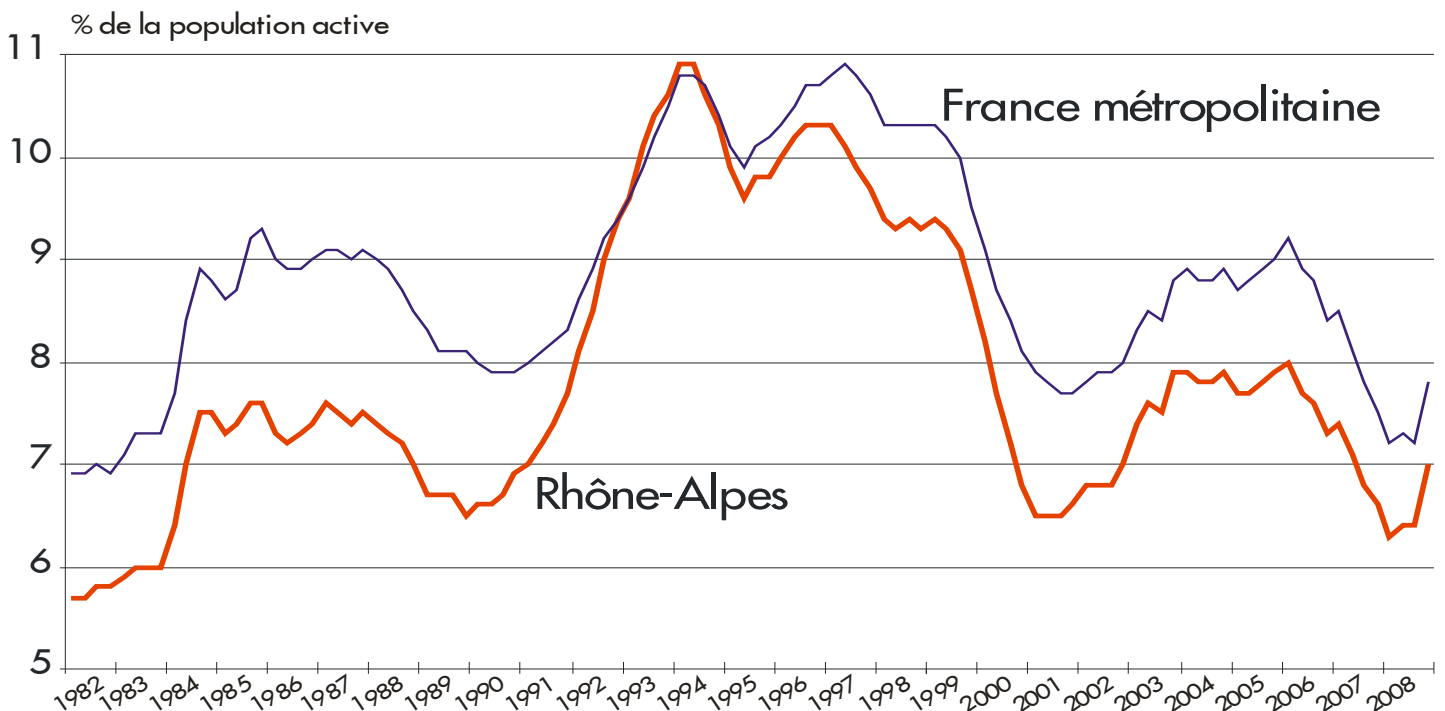
- la 2^{ème} région industrielle de France

- 2,4 millions d'emplois une importante mobilisation de la main d'oeuvre que traduit un **taux d'activité supérieur à la moyenne nationale**



- un taux de chômage en retrait du taux national depuis 1995
- la part importante du secteur industriel accentue les hausses et les baisses du taux de chômage sur les trois dernières années

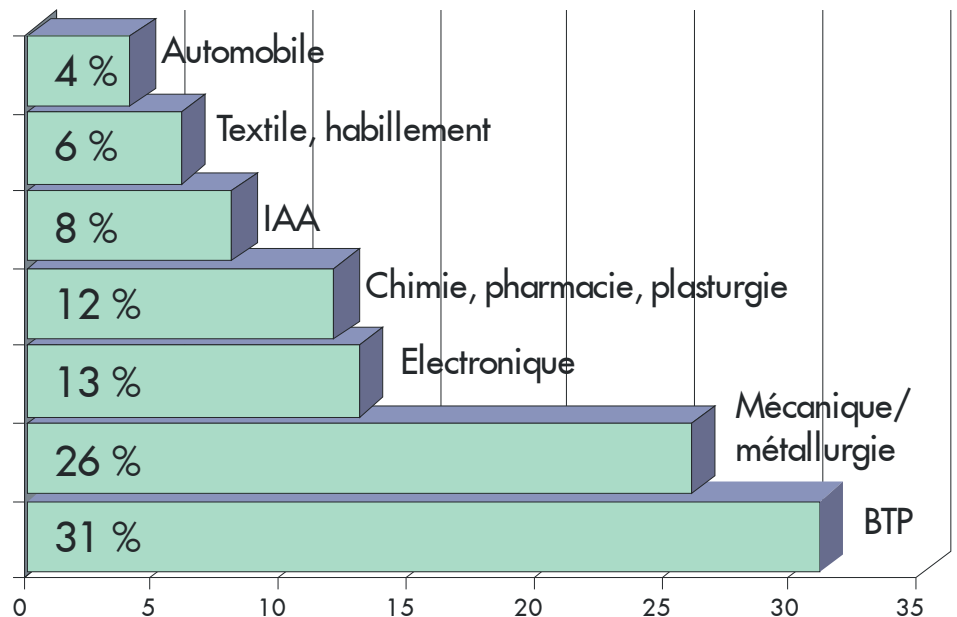
Taux de chômage



Des secteurs forts et dynamiques

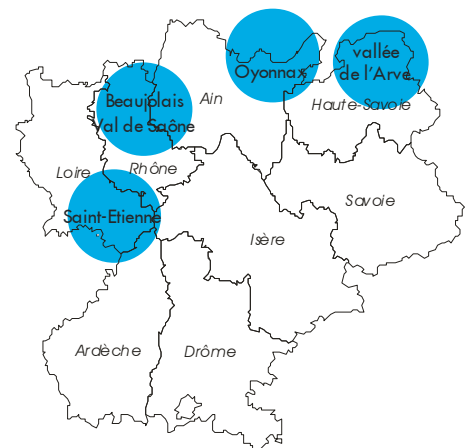
- 2^{ème} région industrielle de France, Rhône-Alpes se distingue par le dynamisme de certains de ses secteurs, comme ceux de la chimie, de la pharmacie, de la mécanique ou du textile
- un déclin industriel moindre que dans les autres régions de France
- 1 rhônalpin actif sur 5 travaille dans l'industrie

Emplois dans l'industrie et le BTP en Rhône-Alpes

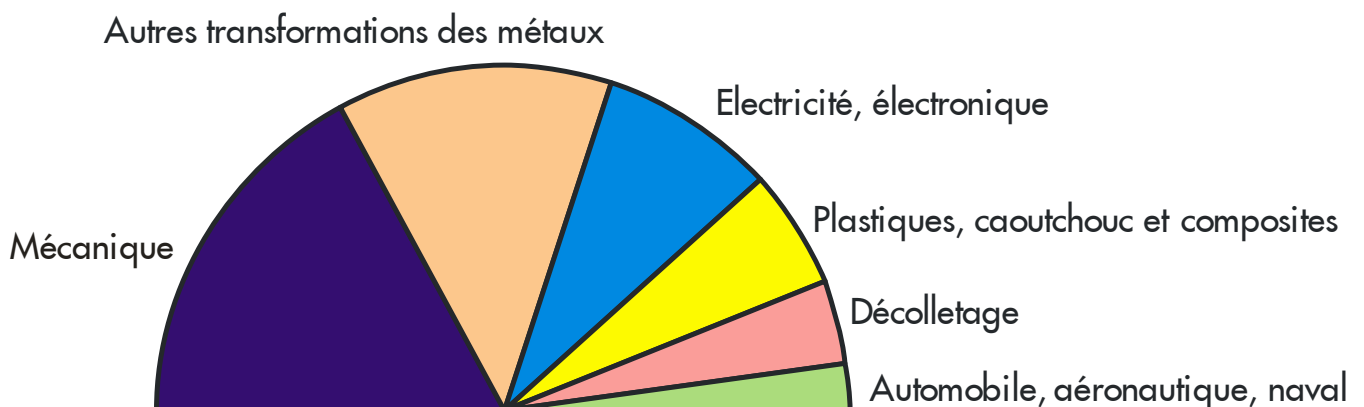


Rhône-Alpes : 7 795 établissements de la sous-traitance industrielle

- 1^{ère} région française pour la sous-traitance industrielle
- 4 grands bassins au sein desquels 35% des établissements font de la sous-traitance :
 - Saint-Etienne (mécanique, métallurgie)
 - la vallée de l'Arve (décolletage)
 - la région d'Oyonnax (plasturgie)
 - le Beaujolais Val-de-Saône (mécanique, métallurgie)



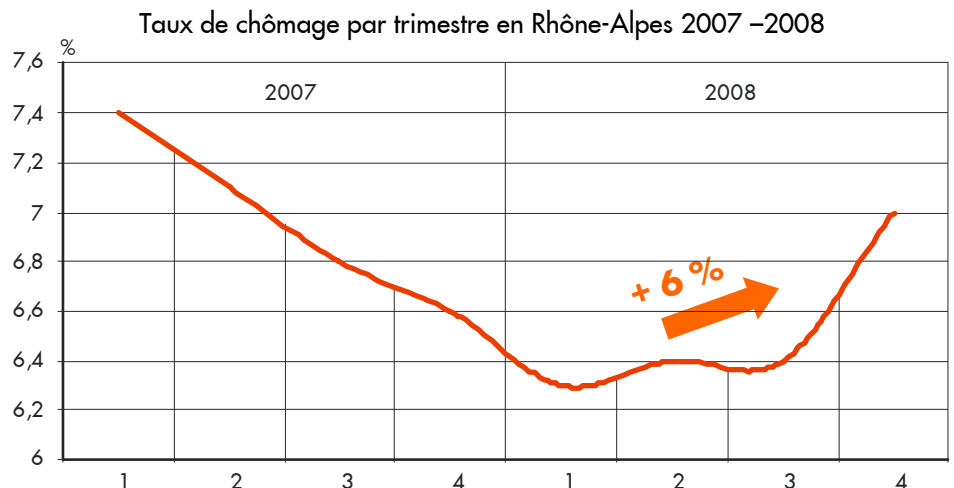
Répartition de la sous-traitance par secteur d'activité



Les conséquences de la crise

Sur l'emploi

- une augmentation du chômage de **6% sur un an**
- une **dégradation plus rapide** qu'au niveau national, en raison de l'importance du secteur industriel

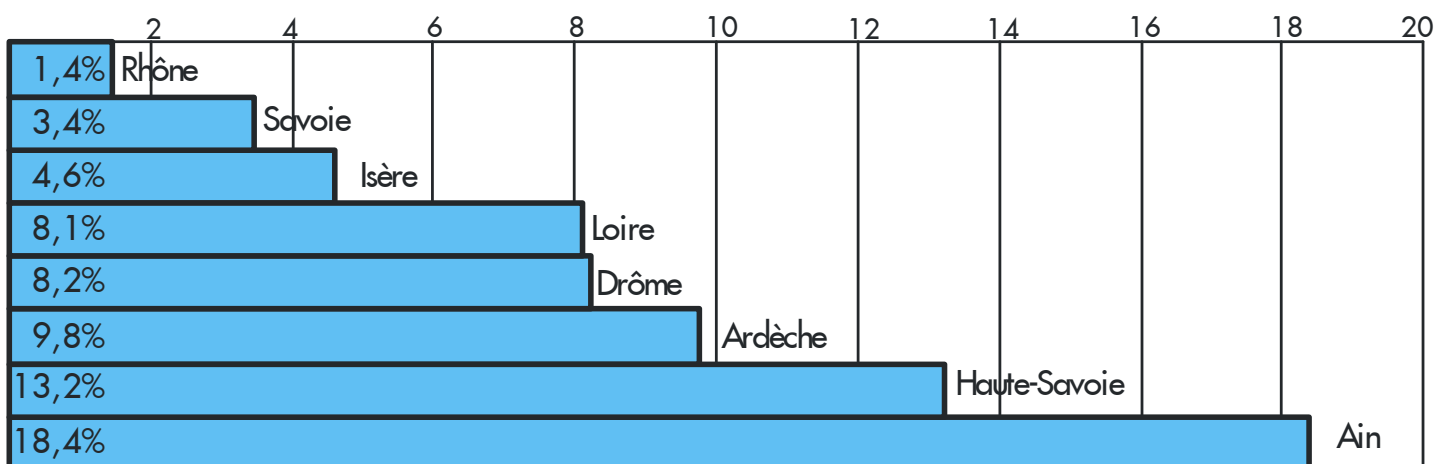


Evolution du chômage sur un an

- chômage des **moins de 25 ans** : + de 50 % ↑
- **offres d'emplois** collectées par le Pôle emploi : - de 33 % ↓
- activités des intérimaires : - de 40 % en rythme annuel ↓
- accroissement des **licenciements économiques** : + de 40 % en rythme annuel ↑

Un accroissement du chômage inégal suivant les départements

- un accroissement du chômage plus important dans l'**Ain** (+18,4%) et en **Haute-Savoie** (+13,2%), du fait de leur forte spécialisation industrielle et de leur chômage antérieurement très faible
- un accroissement important dans l'**Ardèche** (+9,8%) la **Loire** (+8,1%), et la **Drôme** (+8,2%), trois départements qui avaient auparavant un chômage supérieur à la moyenne nationale
- un accroissement contenu dans le **Rhône** (+1,4%), l'**Isère** (+4,6%) et la **Savoie** (+3,4%).



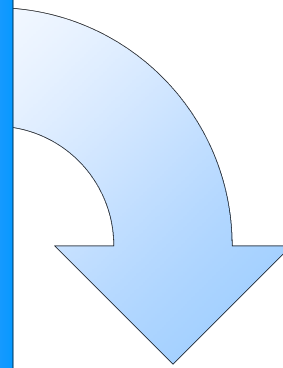
Sur les ménages

- au premier trimestre, le nombre de dossiers de surendettement augmente de + **15%** par rapport à l'année précédente
- les départements les plus touchés sont l'**Ardèche** (+40%), la **Haute-Savoie** (+33%) et l'**Isère** (+20%)

L'Etat soutient l'activité économique en Rhône-Alpes

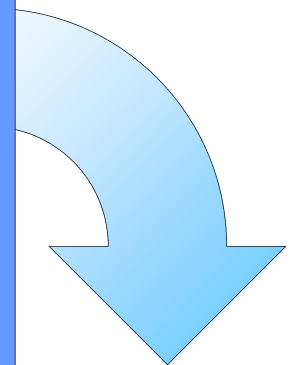
1. soutenir les personnes fragilisées par la crise

- **favoriser l'emploi**, par des contrats aidés, ou des allègements de charges pour diminuer le coût du travail et maintenir les personnes proches de l'emploi
- **garantir un revenu décent** aux personnes et aux ménages dans la difficulté avec la prime pour l'emploi et la généralisation prochaine du RSA, qui permettra, par ailleurs de maintenir le niveau de consommation des publics en difficulté



2. relancer l'économie

- **soutenir le financement des entreprises**, par des dispositifs de médiation ou de prêts
- **maintenir l'activité des entreprises par la commande publique**, avec un plan de relance de 365 millions €
- relancer l'économie **au bénéfice des territoires**, par un soutien exceptionnel à l'investissement des collectivités



3. préparer la reprise

- entrer dans **l'économie de la connaissance**
- bâtir les **infrastructures indispensables** à une croissance forte et soutenable
- passer à l'ère du **développement durable**

Atténuer les effets de la crise

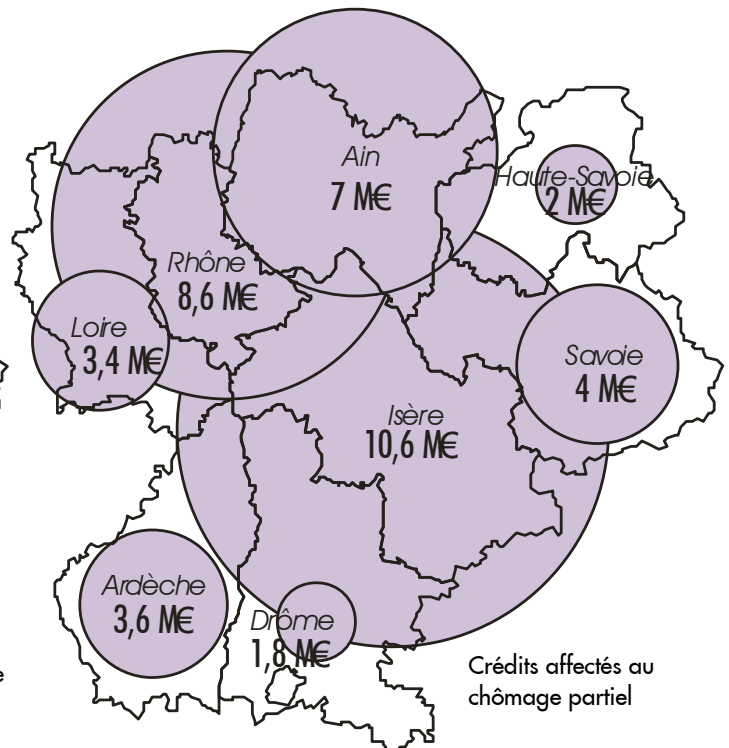
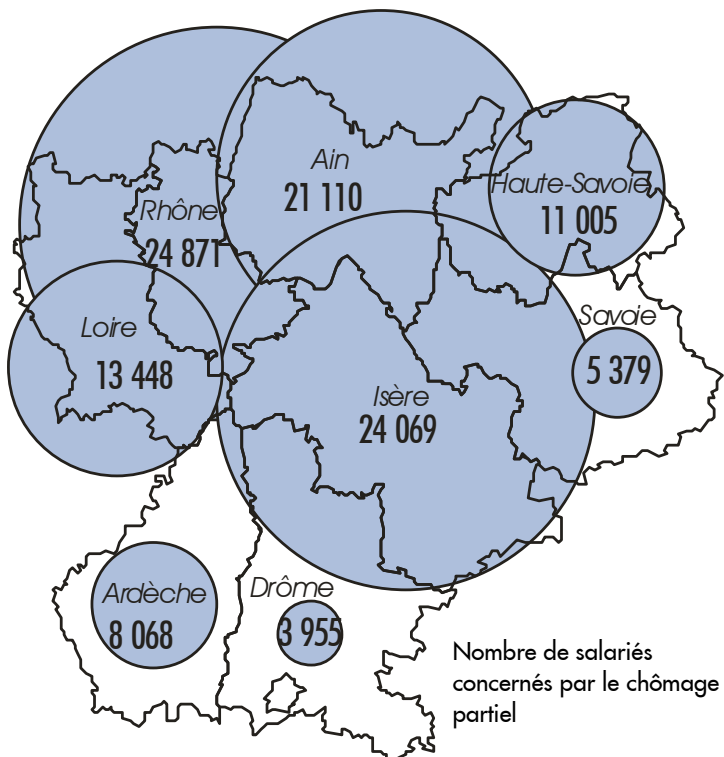
1. Maintenir l'emploi dans les entreprises : le chômage partiel

Le chômage partiel ?

Lorsqu'une entreprise connaît de **graves difficultés conjoncturelles**, elle peut interrompre momentanément l'activité de certains de ses salariés, tout en continuant à leur verser un salaire. L'Etat prend alors en charge une partie de ce salaire.

Le nouveau dispositif

- passage de la part prise en charge par l'Etat de 50 à 60%
- possibilité d'accroître cette prise en charge sur décision du Préfet
- 100% de la rémunération versée au salarié au niveau du SMIC



Une utilisation massive en région Rhône-Alpes au premier trimestre 2009

- une campagne d'information des chefs d'entreprises lancée par le Pôle emploi
- plus de 10 millions d'heures autorisées au premier trimestre 2009 (28% pour la métallurgie et transformation des métaux, 17% pour le secteur automobile et 8% pour respectivement la plasturgie et la fabrication de machines)
- un effort de l'Etat **de plus de 40 millions € en Rhône-Alpes**

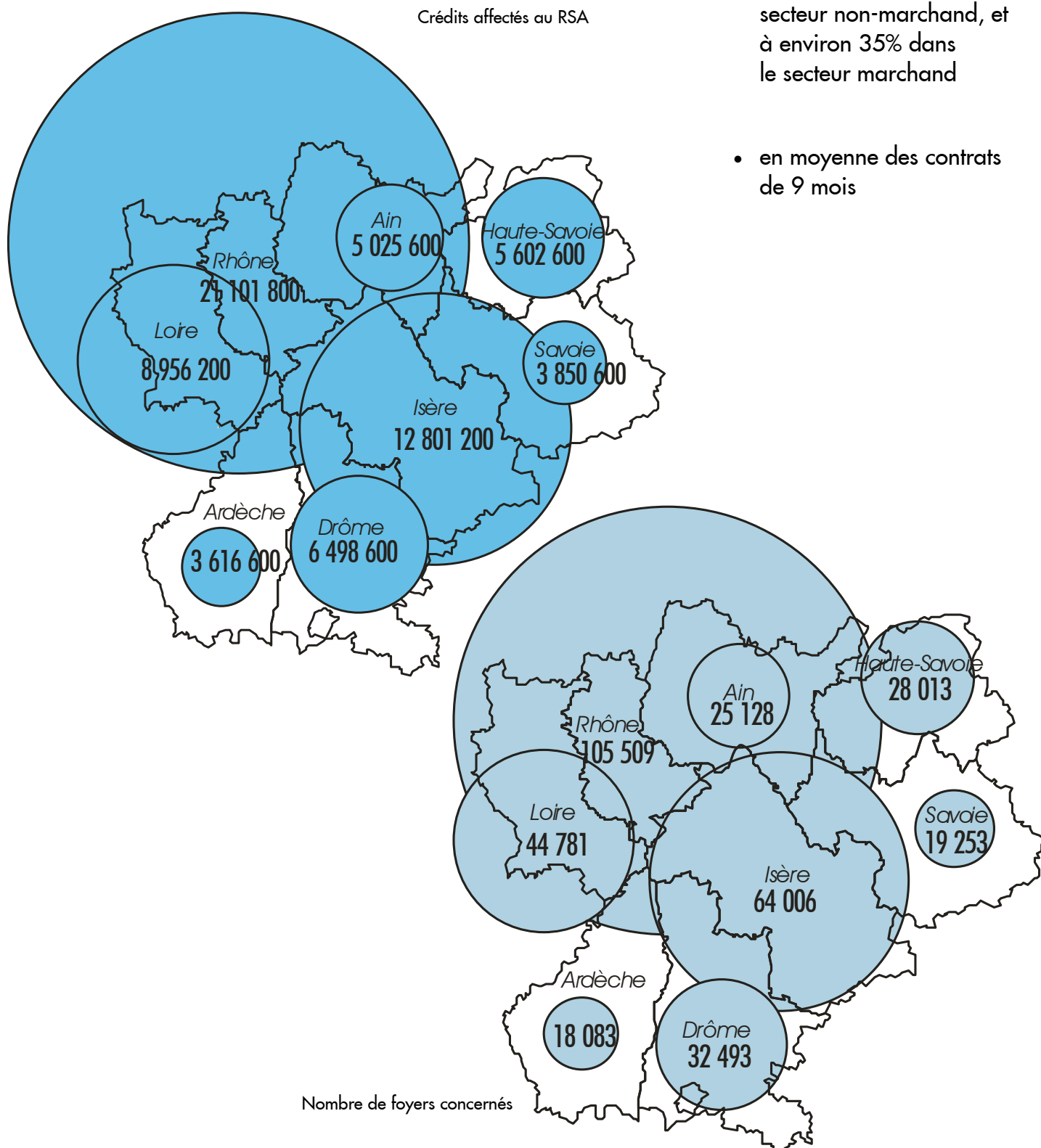
2. Favoriser le recrutement des personnes en difficulté : les contrats aidés

Un emploi pour les personnes en difficulté

- Un emploi pour les **personnes qui rencontrent des difficultés** à s'insérer sur le marché du travail

Le nouveau dispositif

- Une prise en charge plus importante de l'Etat, portée de 70 à 90% dans le secteur non-marchand, et à environ 35% dans le secteur marchand
- en moyenne des contrats de 9 mois



3. Créer des emplois : alléger et former

Réduire le coût du travail : le dispositif « zéro charge »

- Une compensation intégrale des charges patronales pour toute nouvelle embauche dans une entreprise de moins de 10 salariés
- Une exonération totale au niveau du SMIC puis dégressive jusqu'à 1,6 SMIC
- Une aide à l'emploi de 700 millions € pour la France

La formation professionnelle :

- **Le FISO (Fonds d'investissement social)**
 - Une mesure permettant de définir les actions en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes et la reconversion des salariés
 - 1,5 milliard € de crédits d'Etat sur tout le territoire
- **Fonds unique de péréquation**
 - Le Fonds unique de péréquation, doté par l'Etat de 360 millions € doit assurer la formation de 130 000 personnes
 - Un dispositif opérationnel dès la mi-mai
- **Le Plan Jeune : 1,3 milliard € pour favoriser l'insertion des jeunes sur le marché du travail**
 - 100 millions € supplémentaires pour l'apprentissage et des aides aux entreprises qui y ont recours
 - 50 000 contrats d'accompagnement formation
 - 80 000 contrats aidés supplémentaires pour les jeunes

4. Un soutien exceptionnel aux foyers en difficulté

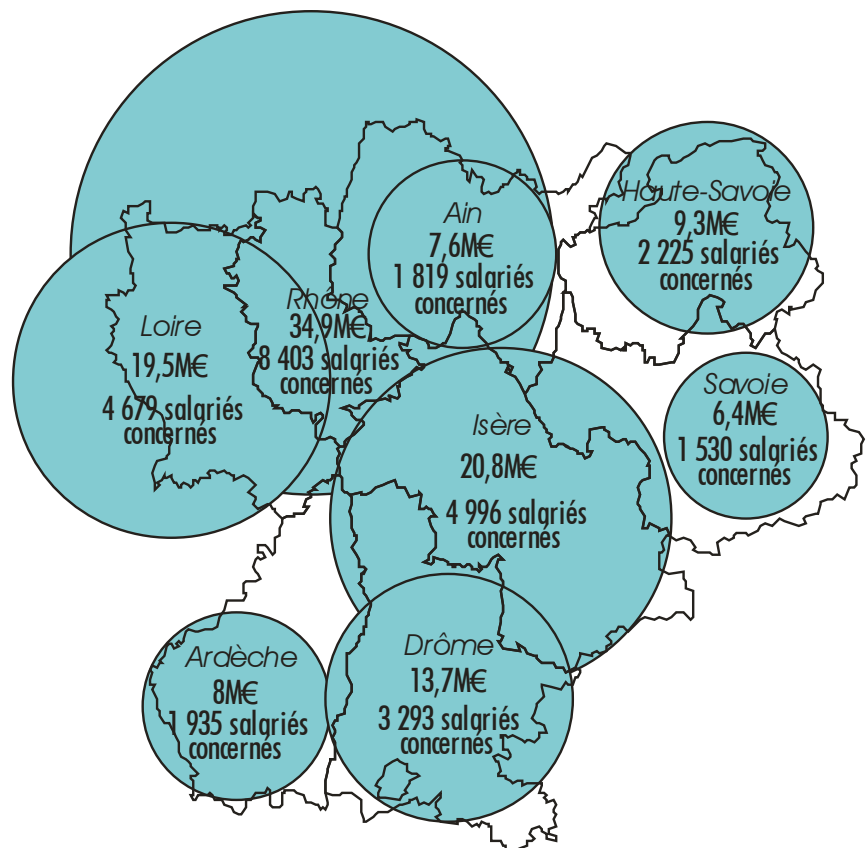
Janvier 2009

Mars 2009

Prime de solidarité active : 200 € par foyer modeste

- une prime de 200 € pour anticiper la mise en place du RSA
- un soutien de plus de 67 millions € pour le pouvoir d'achat des rhônalpins

Les contrats aidés en Rhône-Alpes en 2009



Juin 2009

Généralisation du RSA :

- un revenu pour ceux qui ne travaillent pas et un complément de revenu pour les travailleurs les plus modestes
- une allocation qui permet de s'assurer que 62% des revenus du travail seront garantis
- 1,5 milliard € supplémentaires pour les revenus les plus bas dans la France entière.

Relancer l'économie

1. Maintenir l'activité des entreprises

Un plan de relance de **365** millions €

La relance : une question de rythme

- soutenir l'activité d'entreprises en difficulté
- générer des commandes dès le début de 2009
- accélérer la mise en oeuvre des projets prêts à démarrer

225 projets pour relancer l'économie en Rhône-Alpes

1. Des projets
d'intérêt général

Exemple

**Mise en sécurité du Tunnel
du Fréjus (73) :**
perçement d'une galerie
d'intervention pour les secours

2. Des crédits
à dépenser dès 2009

Exemple

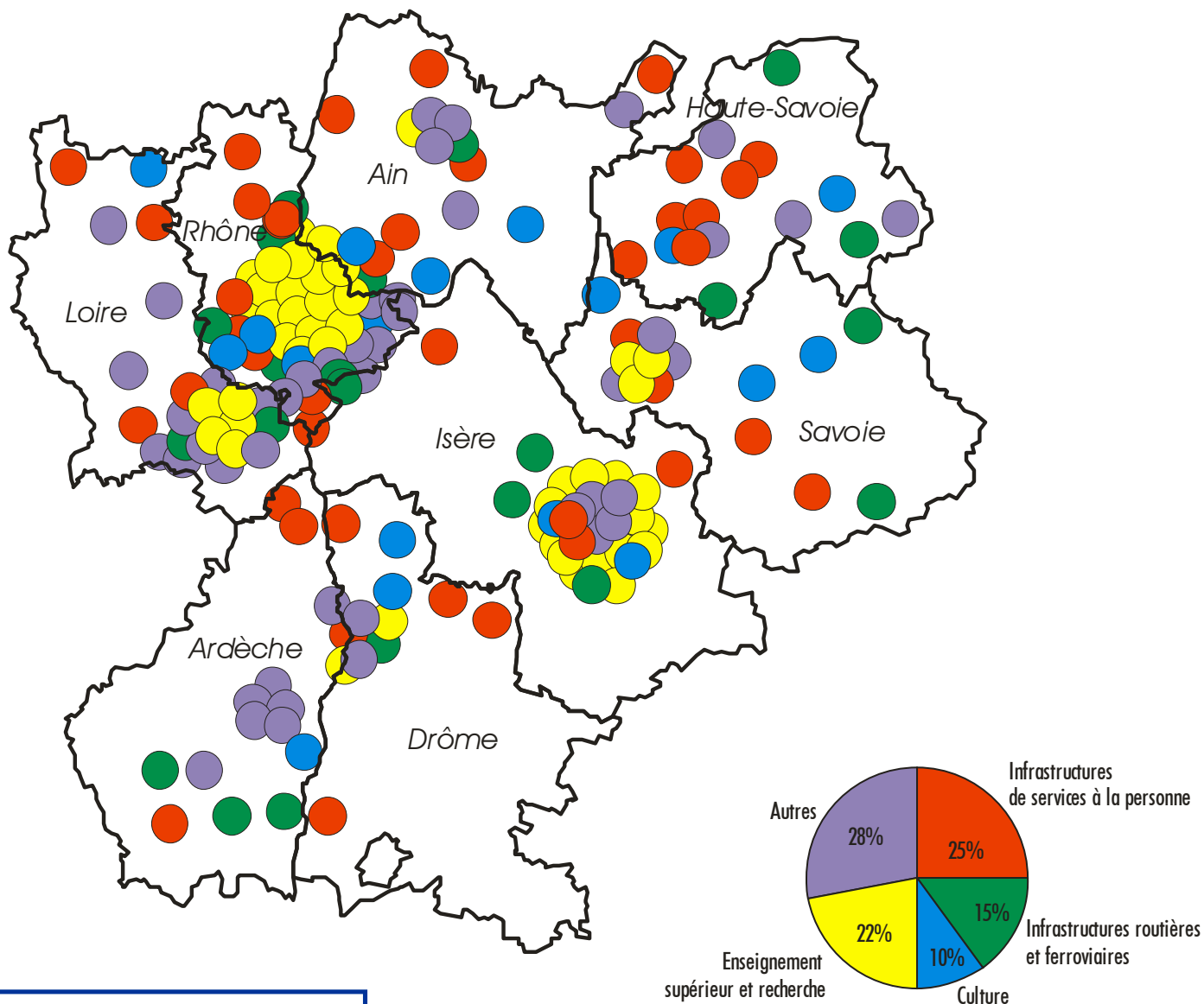
**Restauration de la
Cathédrale Saint-Pierre
de Moutiers (73) :**
800 000 € engagés
dès le 1^{er} mars

3. Un maillage
complet de tout le territoire

Exemple

**Construction d'un Pôle de
services à Coucouron (07) :**
dans une zone très rurale

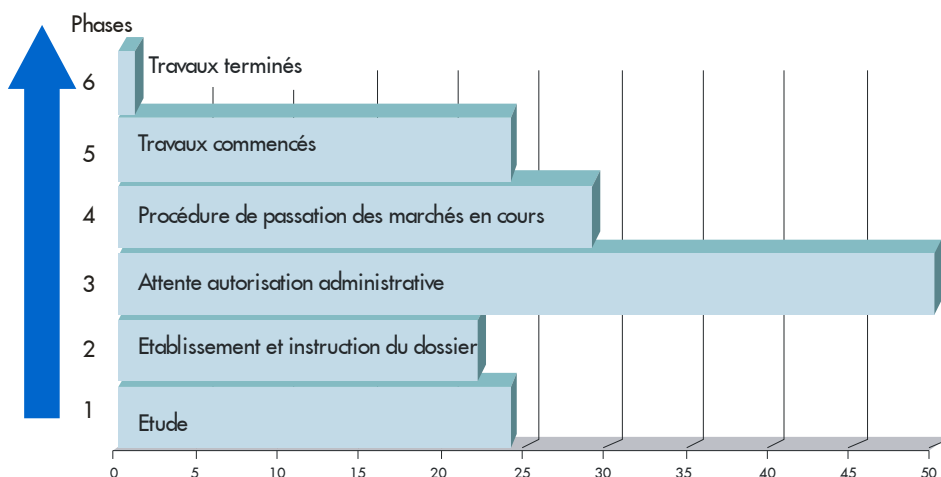
Plan de relance en Rhône-Alpes : 225 opérations financées par l'Etat



Une montée en puissance rapide du Plan de Relance

- 24 chantiers ouverts à l'issue du 1^{er} trimestre
- plus de 50 chantiers devraient être ouverts d'ici l'été 2009,
- représentant plus de 160 millions €
- un suivi au plus près de l'avancée des opérations par les services de l'Etat

Situation des opérations du plan de relance au 10 mai 2009



Soutien exceptionnel à la trésorerie des entreprises

■ Un important dispositif de médiation du crédit

- 1000 dossiers de médiation du crédit transmis au 15 avril
- pour un montant d'encours de 95 millions €
- 2/3 de réponses positives
- une tendance à la progression de la taille des entreprises depuis le début de l'année
- 75% des demandes portent sur des dossiers de moins 100 000 €

■ Le dispositif de garantie d'emprunt OSEO

- une forte augmentation de l'utilisation du fonds de garantie « consolidation de la trésorerie »
- 632 dossiers au 15 avril soit 105 millions €
- +72% de progression du montant concerné par les demandes d'intervention
- Rhône-Alpes concentre plus de 20% de l'activité d'OSEO

Le nouveau dispositif

- élargissement aux établissements de taille intermédiaire (jusqu'à 5 000 personnes)
- une garantie d'emprunt jusqu'à 90% (60% auparavant)
- élargissement des financements sur les lignes de court terme

■ Une réponse forte aux difficultés financières des entreprises : la mobilisation des Comités consultatifs de suivi financier

- échelonnement des dettes fiscales et sociales
- un nombre de saisines multiplié par 10 par rapport au début de 2008

Un effort fiscal de 126 millions € en soutien des entreprises

Le remboursement anticipé de report en arrière de déficit

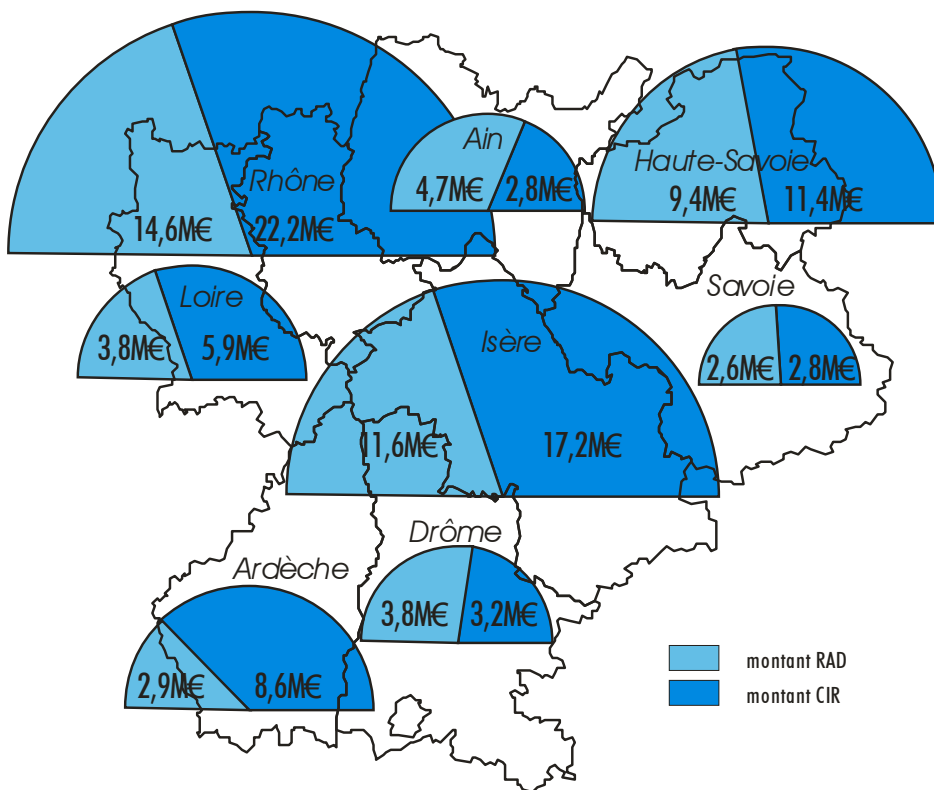
- 53 millions € dont 48 millions € pour les PME
- 1474 demandes sur le premier trimestre 2009, 99% au bénéfice de PME

Le remboursement anticipé du crédit d'impôt recherche

- 66,3 millions € dont 55 millions € au bénéfice des PME
- 744 demandes sur le premier trimestre 2009, 97% au bénéfice de PME

Des plans de règlements accordés par les services fiscaux et des pénalités non appliquées

- 7,1 millions € pour les entreprises qui connaissent une période difficile
- près de 400 plans de règlement accordés, 98% des demandes sont acceptées
- 215 entreprises en difficulté se vont vu remettre les pénalités pour le seul mois de mars



Accélérer les procédures : la réforme du code des Marchés publics

Anciennes dispositions	Nouvelles dispositions
Seuil de procédure formalisée : 206 000 €	Seuil de procédure formalisée : 5 105 000 € (seuil communautaire)
Seuil de publicité obligatoire : 4 000 €	Seuil de publicité obligatoire est relevé à 20 000 €

2. Des interventions spécifiques de l'Etat pour sauvegarder le tissu industriel

Le Pacte automobile

- 6,5 milliards € de prêts pour les constructeurs automobiles
- 600 millions € pour le Fonds de modernisation des équipementiers automobiles, pour soutenir la filière sous-traitante
- 250 millions € de prêts destinés à financer des projets verts
- une prime à la casse de 1 000 € pour les particuliers achetant un véhicule neuf en remplacement d'un véhicule de plus de 10 ans

Le Fonds stratégique d'investissement

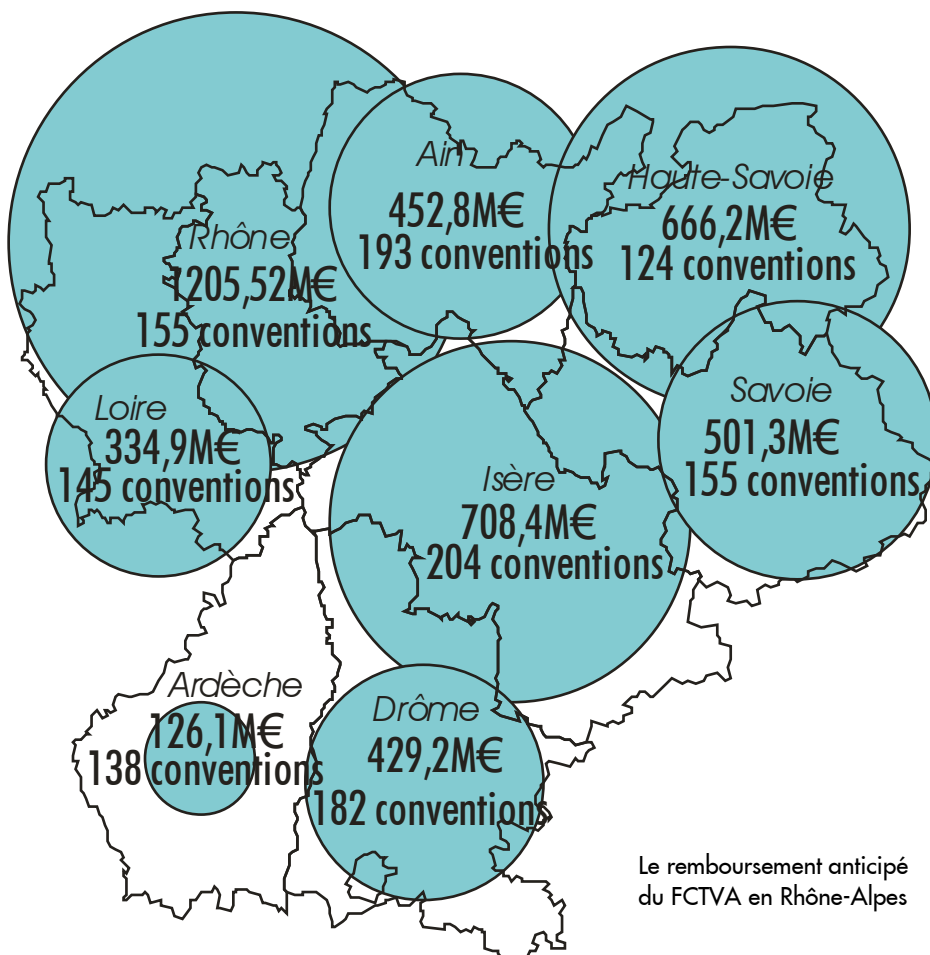
- soutenir les entreprises en difficulté face à la crise
- financer des projets industriels sur le long terme
- 20 milliards € au niveau national, 16 dossiers en cours de traitement en Rhône-Alpes dont 11 concernent l'automobile

3. Relancer l'économie au bénéfice des territoires

Le dispositif FCTVA : plus de 5 milliards € d'investissements en Rhône-Alpes grâce au remboursement anticipé du Fonds de compensation de la TVA par l'Etat.

Les chiffres du dispositif FCTVA

- plus de 1 300 collectivités concernées au 30 avril
- plus de 5,1 milliards € d'investissements programmés pour 2009
- un accroissement de l'investissement local induit de plus de 40%



Préparer l'avenir

1. Investir dans l'économie de la connaissance

- 58,7 millions € de travaux dans des infrastructures d'enseignement supérieur et de recherche, dont 18,9 millions € de mise en sécurité et d'accessibilité
- le plan Campus représentera 575 millions €

2. Investir dans les infrastructures essentielles au développement économique

Les investissements ferroviaires structurant le territoire

- le **Contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise** : une infrastructure primordiale pour desserrer le « noeud ferroviaire » lyonnais qui ralentit fortement l'essor du fret
- la **liaison Lyon-Turin** : 1,7 million € supplémentaires en 2009 pour l'accélération des études sur la liaison ferroviaire à grande vitesse (Fret et voyageurs)
- 10 millions € en 2009 pour la **desserte ferroviaire de l'Ouest lyonnais**
- 15 millions € en 2009 pour l'électrification du **Sillon alpin sud** (liaison Valence-Grenoble-Montmélian), comprenant le raccordement à la gare de Valence-TGV, et l'installation de murs anti-bruit
- 4,7 millions € pour la modernisation des gares ferroviaires rhonalpines

Les investissements routiers

- 94 millions € dans le cadre du Plan de Relance :
 - 50 millions € pour la mise en sécurité du tunnel routier du Fréjus
 - 40 millions € dès 2009 pour la modernisation des itinéraires routiers et autoroutiers
- une action déterminée pour la réalisation de deux autoroutes essentielles au développement régional :
 - le lancement du chantier de l'A89
 - l'accélération de la procédure de démarrage du chantier de l'A45 (annonce du Premier Ministre le 2 février 2009 à Lyon)

3. Investir dans l'économie durable

- 6,6 millions € d'investissements pour améliorer la performance énergétique des exploitations agricoles
- 16 millions € pour l'amélioration de l'efficacité énergétique de plus de 50 bâtiments de l'Etat
- 14,5 millions € pour le traitement de sites et sols pollués et la protection des populations contre les risques
- 6,7 millions € pour la modernisation des infrastructures de transport fluvial

L'effort de l'Etat contre la crise en quelques chiffres

270 millions € d'investissements dès 2009 dans 225 projets

151 millions € pour le logement social et la rénovation du parc privé

700 millions € en 2009 pour le remboursement anticipé du FCTVA

120 millions € pour les contrats aidés, représentant 28 000 contrats

40 millions € pour le chômage partiel

67 millions € pour la prime pour l'emploi

105 millions € de garanties d'emprunts OSEO

120 millions € d'effort fiscal avec les remboursements anticipés du Report en arrière de déficit et du Crédit d'impôt recherche

L'effort de l'Etat face à la crise économique en Rhône-Alpes s'élève donc à **plus de 1,6 milliard €.**

